

**)RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

**DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

**D.R.I.R.E.**

**Arrêté n°2006- 1256**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**Le PRÉFET de la MEUSE,**

**Vu** le titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L 514-1;

**Vu** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°89-1994 du 19 mai 1989 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°92-2114 du 21 mai 1992, autorisant la société CHAMPAGNE CEREALES à exploiter sur le territoire de la commune GONDRECOURT\_LE\_CHATEAU un établissement de stockage de céréales ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 avril 2006 ;

**Considérant que** la société Champagne Céréales ne respecte pas la dernière prescription de l'article 11 et l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 précité ;

**Considérant** les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L511-1 ;

**Sur proposition** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

**ARRETE**

**Article 1.** La société CHAMPAGNE CEREALES dont le siège social est au 2, rue Clément Ader 51 685 REIMS Cedex 2 est mise en demeure de respecter pour son installation de stockage de céréales sise sur le territoire de la commune GONDRECOURT\_LE\_CHATEAU, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions relatives **aux articles 11 et 14** de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et notamment la mise en place de la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement, qui comprend la procédure d'inertage. Cette procédure devra comporter :

- un plan descriptif de l'installation et de son fonctionnement (fixation du disque muni du piquage, apport du gaz d'inertage) permettant à chaque intervenant (SDIS, société amenant

le gaz d'inertage et le personnel du silo) de connaître son rôle dans le déroulement de la procédure pour parer au mieux à l'incident,

- les dispositions prises pour vous assurer de la présence sur le site du gaz d'inertage dans les meilleurs délais (délai d'approvisionnement compatible avec la cinétique de ce type d'accident, coordonnées des sociétés concernées par la procédure d'inertage).

Ces dispositifs seront déclinés selon la spécificité des installations et en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

L'exploitant justifiera de la compatibilité des dispositifs d'injection avec les systèmes d'alimentation en gaz inerte susceptible d'être utilisé et se référera à l'annexe B du guide état de l'art « silo ».

Article 2. Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### Article 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à titre de notification à Monsieur le Directeur de la Coopérative Agricole CHAMPAGNE CEREALES – 2 rue Clément Ader – BP 1017 – 51685 REIMS Cedex et pour information au Sous Préfet de Commercy et au Maire de 55130 GONDRECOURT LE CHATEAU.

Pour copie conforme  
Le chef de bureau délégué,

Marie-José GAND



BAR LE DUC, le 19 MAI 2006  
Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Hubert VERNET